

## PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Décret n° 73-1065 du 28 novembre 1973 modifiant le décret n° 63-1196 du 3 décembre 1963 portant création d'un ordre national du Mérite.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu le décret n° 63-1196 du 3 décembre 1963 portant création d'un ordre national du Mérite, modifié par les décrets n° 68-828 du 19 septembre 1968 et n° 73-708 du 13 juillet 1973 ;

Vu l'avis du grand chancelier de la Légion d'honneur, chancelier de l'ordre national du Mérite ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 18 du décret du 3 décembre 1963 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les services exceptionnels nettement caractérisés peuvent dispenser des conditions prévues au chapitre I<sup>er</sup> pour l'admission et l'avancement dans l'ordre, sous la réserve expresse de ne franchir aucun grade, sauf s'il est fait application des dispositions transitoires de l'article 36 ci-après. »

(2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéa sans changement.)

Art. 2. — Le Premier ministre et le chancelier de l'ordre national du Mérite sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 novembre 1973.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,  
PIERRE MESSMER.

Vu pour l'exécution :

Le chancelier de l'ordre national du Mérite,  
A. CABANIER.

## DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

### PREMIER MINISTRE

#### Administrateurs civils.

#### DÉCRET PORTANT ADMISSION A LA RETRAITE

Par décret du Président de la République en date du 20 novembre 1973, M. Libert Bou, administrateur civil hors classe rattaché pour sa gestion au ministère de l'agriculture et du développement rural, est réintégré pour ordre dans le corps des administrateurs civils.

M. Libert Bou, administrateur civil hors classe, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1974.

#### ARRÊTÉS PORTANT AFFECTATION

Par arrêté du Premier ministre en date du 20 novembre 1973, M. Jacques Deschamps, administrateur de la ville de Paris, détaché sur un emploi d'administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe, est affecté au ministère des transports (secrétariat général de la marine marchande) à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1973.

Par arrêté du Premier ministre en date du 20 novembre 1973, M. Philippe Isaac, administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe en service détaché, est réintégré dans le corps des administrateurs civils et affecté au ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973.

### JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Nombre d'emplois d'inspecteur de la jeunesse et des sports offerts à des officiers candidats à des emplois civils au titre de l'année 1974.

Le ministre de la fonction publique et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,

Vu la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils ;

Vu le décret n° 71-496 du 23 juin 1971 fixant en son article 1<sup>er</sup> la liste des corps d'officiers susceptibles de bénéficier des dispositions de l'article 3 de la loi susvisée du 2 janvier 1970 et en son article 2 les conditions de grade et d'ancienneté requises des candidats,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Deux emplois d'inspecteur de la jeunesse et des sports sont offerts au titre de l'année 1974 aux officiers et assimilés en activité de service dans les conditions prévues par l'article 3 de la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970.

Art. 2. — Le sous-directeur de l'administration générale au secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 novembre 1973.

Le ministre de la fonction publique,

Pour le ministre et par délégation :

Pour le directeur général de l'administration et de la fonction publique empêché :

Le sous-directeur,  
JEAN-LOUIS MOREAU.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le sous-directeur de l'administration générale,  
ROBERT MAHAUD.

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Décret portant suppression d'un office d'avoué.

Par décret en date du 27 novembre 1973, est supprimé l'office d'avoué près la cour d'appel de Lyon, vacant par suite de la démission acceptée de M. Guichard (Emile-Albert), à charge par la Société civile professionnelle Yvon Cabannes et Micheline Cabannes, avoués associés, titulaire d'un office d'avoué près ladite cour, de verser à M. Guichard ou à ses ayants droit l'indemnité qui a été fixée par la convention sous seings privés du 5 février 1973 enregistrée.

#### Décret nommant des auditeurs de 1<sup>re</sup> classe au Conseil d'Etat.

Par décret du Président de la République en date du 28 novembre 1973, M. Grangé-Cabane (Alain), Mme Hagelsteen (Marie-Dominique), MM. Piris (Jean-Claude) et Gergorin (Jean-Louis), auditeurs de 2<sup>e</sup> classe au Conseil d'Etat, sont nommés auditeurs de 1<sup>re</sup> classe au Conseil d'Etat à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1973.

#### Décret portant nomination de magistrats.

Par décret du Président de la République en date du 29 novembre 1973, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature :

M. Daniel Caillet, magistrat du second groupe du premier grade, est nommé président de chambre à la cour d'appel de Saint-Denis-de-la-Réunion (en surnombre).

M. Paul Lamothe, juge à la suite du tribunal de grande instance de Basse-Terre, chargé provisoirement du service du tribunal d'instance de Basse-Terre, est nommé premier juge au tribunal de grande instance de Pointe-à-Pitre, en remplacement de M. Guillaume, qui a été nommé vice-président au tribunal de grande instance de Melun.